

LE VOLUME 29 N° 3 NOVEMBRE 2010

POINT

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA
SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE

3 au 13 novembre

Revoyons le développement

Programmation en page 13

WWW.CS3R.ORG

DOSSIER SPÉCIAL

Repensons le développement

p. 6 à 13

LE POINT SUR LA

PALESTINE

p. 17 à 21

UNE PUBLICATION DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

SOMMAIRE

Éditorial	p. 2	
<i>Brian Barton</i>		
Soutenons nos troupes, retirons-les !	p. 4	
<i>Lettre ouverte de Mariette Milot</i>		
Le Sommet régional du 6 octobre sur les dépenses militaires. Un grand succès!	p. 5	
DOSSIER SPÉCIAL – REPENSONS LE DÉVELOPPEMENT (8 pages)		
Introduction	p. 6	
<i>Brian Barton</i>		
Deux conceptions s'affrontent TINA ou TATA	p. 7	
Plaidoyer pour la lenteur	p. 8	
<i>Daniel Landry</i>		
La branche hollywoodienne du capitalisme	p. 9	
<i>Mario Lemelin</i>		
La marche mondiale des femmes	p. 10	
Des alternatives au modèle dominant	p. 11	
LES JQSI 2010		
Revoyons le développement	p. 12 et 13	
Introduction et programmation		
Volet coopération		
Nos projets en Bolivie et au Mali	p. 14	
Secteur jeunesse		
La consommation responsable	p. 15	
<i>Richard Grenier</i>		
Volet stages		p. 16
Un témoignage de Myriam Brouillette-Paradis au Mali		
LE POINT SUR LA PALESTINE (5 pages)		
La société civile palestinienne	p. 17	
<i>Brian Barton</i>		
Les sacrifiés de l'histoire	p. 19	
<i>Luc Dufresne</i>		
Une délégation du CS/TR en Palestine	p. 21	
<i>Yves Lawler</i>		
Chronique culturelle	p. 22	
Nouvelles en vrac	p. 23	
Campagne de collecte de fonds 2010-2011	p. 24	

Photo de la page couverture :
Jonathan Rioux

ÉDITORIAL

L'ANTISÉMITISME ET SA MANIPULATION À DES FINS POLITIQUES

On peut en dire tellement – si on ose en parler!



Brian Barton

Nous avons encore le droit – pas toujours sans coût! – de critiquer les politiques du gouvernement canadien. Mais comment peut-on critiquer des politiques du gouvernement israélien, ou d'organisations juives, sans être accusé d'antisémitisme par le B'nai Brith et d'autres groupes semblables? Avec souvent la complicité des médias. C'est une question qui a beaucoup d'implications pour la liberté d'expression, tant au Québec qu'au Canada et ailleurs dans le monde.

Dans le cas de « l'affaire Michaud » de triste mémoire qui revient dans l'actualité, on espère que l'Assemblée nationale – et peut-être même notre lucide Lucien? – offriront réparation pour leur bêtise qui a marqué la victime pendant dix ans!



(Dessin de Carlos Latuff - York University Free Press - www.yufreepress.org/?p=1111)

Plus dangereuse encore est l'utilisation consciente d'accusations d'antisémitisme pour étouffer toute critique des politiques du gouvernement d'Israël. Les attaques militaires contre le Liban, l'occupation illégale de territoires, l'agression sauvage et le blocus contre la population de Gaza, l'attaque récente contre la flottille d'aide humanitaire, la colonisation de la Cisjordanie : impossible de critiquer ces actions sans être taxé d'antisémite! Même si plusieurs organisations et individus juifs, à leur mérite, s'y sont opposés ouvertement.

Le Point est publié trois fois par année par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières
942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892
www.cs3r.org comitedesolidarite@cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la production de ce numéro.
Conception graphique et mise en page : Jonathan Rivard - Impression : www.imprimage.ca
Coordination de la publication : Jean-Marc Lord - jean.marc.lord@cs3r.org
Tirage : 2 000 copies - Imprimé sur papier recyclé
Envoi de publication : enregistrement n° 488 151 / ISSN : 0828-7910

 Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency

Relations internationales Québec 

 COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

La Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme, une coalition de parlementaires à Ottawa, non liée directement au gouvernement, constitue un bon exemple de cette manipulation. La coalition a été créée suite à la «Déclaration de Londres pour combattre l'antisémitisme», issue d'une assemblée de parlementaires de divers pays. Il s'agit d'une tentative mondiale des partisans du gouvernement d'Israël d'élargir la définition de l'antisémitisme, et de criminaliser toute critique des politiques du gouvernement d'Israël.

La Coalition parlementaire a mis sur pied une commission d'enquête « pour dresser le portrait de l'antisémitisme au Canada ». Mais la plupart des invités provenaient du même horizon, pro-israélien. Le Bloc québécois, suite au refus de la Coalition d'entendre deux organisations susceptibles de présenter un autre avis, a retiré ses membres de cette coalition, en soulignant que ce retrait constitue un «désaveu». Pourquoi les députés du NPD et du Parti Libéral y restent-ils? Car une telle commission ne sert qu'à appuyer la position biaisée du gouvernement Harper, qui défend sans nuance les politiques d'Israël. Elle risque en effet d'accréditer les sentiments antisémites.

En fait, les coupures du financement d'organisations comme Kairo et Alternatives qui ont défendu les droits humains dans divers pays, y inclus la Palestine, démontrent que les Conservateurs ne sont pas intéressés par les droits humains. Leur objectif est de soutenir le gouvernement d'Israël, en dépit de ses maintes violations des conventions internationales.

Peut-on s'étonner, avec sa politique étrangère rétrograde, que le Canada, pour la première fois de son histoire, n'ait pas réussi à se faire élire au Conseil de Sécurité de l'ONU? Quelle honte!

Il est évident qu'Israël serait incapable de maintenir sa politique arrogante et dangereuse, tant au Moyen-Orient que face à la Palestine, si son gouvernement n'avait pas l'appui - politique, financier, et/ou militaire - de plusieurs pays, dont le Canada. Peut-on s'étonner, avec sa politique étrangère rétrograde, que le Canada, pour la première fois de son histoire, n'ait pas réussi, le 12 octobre dernier, à se faire élire au Conseil de Sécurité de l'ONU? Quelle honte!

Enfin, que faire chez nous? Évidemment, en premier lieu, bien se renseigner; tenter d'infléchir la politique étrangère canadienne afin qu'elle favorise la création d'un État palestinien dans un contexte de paix et de justice. Enfin, combattre le vrai antisémitisme et toute forme de racisme.

Merci Élisabeth! Et bon stage à l'UNESCO



Après 8 années de militantisme et de travail au sein du CS/TR, notre collègue et amie **Élisabeth Cloutier** s'est envolée pour Paris afin d'y réaliser un stage de six mois à l'UNESCO.

Active au sein de l'équipe des campagnes et des communications, Élisabeth était également responsable du partenariat développé par le CS/TR avec l'organisme «CEPROSI» en Bolivie, en plus de militer activement au sein du comité Femmes et Développement. Polyvalente, Élisabeth a aussi eu l'occasion de collaborer au secteur des stages et d'accompagner à l'étranger des groupes de jeunes pour des courts séjours.

Élisabeth, nous tenons à te remercier pour ta grande implication, ta disponibilité et ta grande gentillesse, et nous te souhaitons évidemment de vivre une très belle expérience à l'UNESCO.

Le Sommet populaire québécois contre la guerre et le militarisme

Une délégation du CS/TR participera au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme, qui se tiendra à Montréal du 19 au 21 novembre 2010. Le Collectif «**Échec à la guerre**», convie en effet les organismes et les citoyens préoccupés par ces enjeux à y participer. Joignez-vous à notre délégation en appelant au CS/TR : **819-373-2598**

Pour informations
www.echecalaguerre.org

SOUTENONS NOS TROUPES : RETIRONSL-LES!

Nous reproduisons ici un texte de Mariette Milot, qui a été initialement publié dans la section des lettres ouvertes du quotidien Le Nouvelliste le 15 octobre dernier, la journée même où les femmes marchaient dans les rues de Trois-Rivières (et de partout ailleurs dans le monde) pour dénoncer la militarisation croissante de la société dont les femmes sont souvent les premières victimes.



Mariette Milot
Membre des soeurs
de l'Assomption de
la Sainte Vierge et
membre du CS/TR

Dans le débat des derniers jours, on entend souvent dire que la mission militaire canadienne en Afghanistan a pour but d'aider les femmes afghanes. D'abord, la situation des femmes dans ce pays ne s'est pas améliorée au cours des dix dernières années; les élections ayant porté au pouvoir plusieurs seigneurs de guerre et trafiquants de drogue.

Aussi, notons que le Parlement afghan a adopté plusieurs projets

de lois restreignant le droit des femmes.

Malgré les lignes de communication de l'armée, notre pays n'est pas en guerre pour défendre les droits des femmes afghanes. Ces femmes sont parmi les premières victimes de cette guerre : pauvreté, viols, déplacements, perte de leur vie ou d'un membre de leur famille. De plus, le gouvernement canadien entretient des liens diplomatiques et commerciaux

avec de nombreux pays qui bafouent les droits des femmes. S'il était sérieux à propos des motifs de la guerre afghane, il ne pourrait pas entretenir de tels liens.

Il est d'ailleurs important de nous souvenir que ce sont les États-Unis eux-mêmes - avec qui le Canada fait alliance - qui ont mené les Talibans au pouvoir dans les années 90. Ces derniers n'avaient pas une position plus progressiste à l'endroit des femmes à cette époque, mais leur régime permettait d'endiguer la menace soviétique. Au cours de ces années, ni le Canada, ni les États-Unis ne soulevaient la question du droit des femmes en Afghanistan. Maintenant, ils utilisent cette

raison pour mener leur guerre.

Le gouvernement trompe ses soldats et la population en utilisant de faux prétextes.

Le gouvernement trompe ses soldats et la population

en utilisant ces faux prétextes, il faut donc soutenir nos troupes en les retirant de cette impasse immédiatement. J'irai donc marcher aujourd'hui dans le cadre de la Marche mondiale des femmes afin de signifier qu'il faut arrêter de faire la guerre sur le dos des femmes.

AVEZ-VOUS SIGNÉ LA PÉTITION?

- 1) Rendez-vous dès maintenant sur www.stopponslesdepensesmilitaires.com pour signer la pétition demandant la réduction des dépenses militaires canadiennes.
- 2) Faites suivre le lien et l'information à vos familles et amis.

STOPPONS
LES DEPENSES MILITAIRES.COM

SOMMET DU 6 OCTOBRE SUR LES DÉPENSES MILITAIRES UN GRAND SUCCÈS!

**STOPPONS
LES DÉPENSES MILITAIRES.COM**

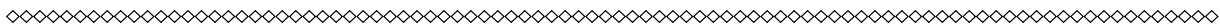
**SIGNEZ LA PÉTITION
EN LIGNE!**

Que feriez-vous avec un milliard \$? C'est la question à laquelle devaient répondre les organisations et les individus qui ont participé au Sommet régional sur les dépenses militaires organisé par le CS/TR le 6 octobre dernier. Près d'une vingtaine d'organismes de la région ont déposé des mémoires dans le cadre de ce sommet et tout près de 130 personnes ont aussi participé à l'événement. Un cahier synthèse des mémoires qui ont été déposés sera bientôt disponible sur le site www.stopponslesdepensesmilitaires.com et celui-ci sera également présenté à Montréal dans le cadre du Sommet populaire contre la guerre et contre le militarisme les 19, 20 et 21 novembre (voir p.3).



En plus d'entendre les présentations de près de vingt (20) organisations, les participants au sommet ont pu aussi assister à une conférence d'Alec Castonguay, journaliste au journal Le Devoir et au magazine l'Actualité, venu entretenir l'assistance à propos des dépenses militaires canadiennes.

Les organismes de la région ayant participé à la consultation ont proposé plusieurs dizaines de projets porteurs qui pourraient être financés via une réaffectation d'une partie du budget militaire canadien. Ce sont des investissements qui profiteraient à tous les citoyens, qui stimuleraient l'économie, et qui amélioreraient le niveau de vie de millions de gens.



Que feriez-vous avec l'argent du budget militaire?

1- Construire plus de 15 000 logements sociaux partout au pays. Une manière efficace de lutter contre la pauvreté.

Comité logement Trois-Rivières

2- Améliorer la prévention du VIH en augmentant le nombre d'intervenants et en faisant une campagne chez les jeunes, ces mesures pourraient sauver des centaines de vies.

Sidaction Trois-Rivières

3- Augmenter le salaire minimum à 10,69 \$ de l'heure et maintenir des services publics gratuits et de qualité permettraient de lutter contre l'exclusion et faire reculer la pauvreté.

COMSEP

4- Augmenter drastiquement le nombre de places en CPE pour répondre aux besoins des familles québécoises.

Conseil régional d'économie sociale de la Mauricie et Caucus des étudiantEs de l'UQTR

5- Régler le sous-financement récurrent des cégeps et universités québécois et investir dans l'amélioration des services aux étudiants.

Syndicat des professeur-es du Cégep de Trois-Rivières.

DOSSIER SPÉCIAL

REPENSONS LE DÉVELOPPEMENT



Brian Barton

Dans ce numéro du Point, nous vous présentons un dossier affirmant la pertinence de revoir les modèles de développement, ce qui constituera d'ailleurs le thème des activités présentées dans notre région - comme partout au Québec - du 3 au 13 novembre, lors des Journées québécoises de la solidarité internationale 2010 (JQSI).

Ce modèle ne reflète que les intérêts des grandes sociétés multinationales qui utilisent les marchés « libres » et leur puissance financière pour une seule raison : maximiser leurs profits.

PIB mondial) augmente considérablement, celle-ci est distribuée de façon de plus en plus inégale, tant au niveau international qu'à l'intérieur de chacun des pays, dont le Canada.

Ces dernières années, suite aux effets désastreux des Programmes d'ajustements structurels (PAS), on a assisté à des pourparlers internationaux entre les représentants des gouvernements sur « l'efficacité de l'aide ». Les PAS ont été imposés à l'origine comme condition pour obtenir de l'aide par les pays occidentaux et les institutions internationales - le FMI, la Banque mondiale etc. Ceci pour forcer les pays du Sud à se conformer au modèle de développement dominant, en ouvrant leurs économies et leurs marchés internes au commerce et aux investisseurs étrangers. En conséquence, ces pays sont devenus impuissants face aux crises. De ces pourparlers sur « l'efficacité de l'aide » sont sorties plusieurs propositions qui pourraient - si elles étaient

Notre objectif avec ce dossier est de souligner que la lutte contre la pauvreté dans le monde, centrale dans les objectifs du Millénaire adoptés par l'ONU, ne peut se faire en utilisant, comme base de développement, le modèle du capitalisme néoclassique. Car ce modèle ne reflète que les intérêts des grandes sociétés multinationales qui utilisent les marchés « libres » et leur puissance financière pour une seule raison : maximiser leurs profits. Ainsi, alors que la richesse mondiale (le



Alors que la richesse mondiale (le PIB mondial) augmente considérablement, celle-ci est distribuée de façon de plus en plus inégale, tant au niveau international qu'à l'intérieur de chacun des pays, dont le Canada.

vraiment appliquées - améliorer l'apport de l'aide.

Cependant, l'aide ne peut être qu'un pansement si les relations économiques sont basées sur le modèle néoclassique. Car les décisions économiques vitales - que produire, combien, comment et où produire, etc. - continuent d'être prises, avec peu de contraintes, par les grandes sociétés multinationales. Celles-ci doivent évidemment tenir compte des marchés, mais ces derniers sont dominés par ces mêmes compagnies et influencés par leur publicité. Donc ils ne reflètent que très imparfaitement les besoins des populations. De plus, bien que les gouvernements peuvent encadrer les activités des compagnies au moins au niveau national, dans les faits ils leur font surtout des concessions.

Ainsi, nous vous invitons à « repenser le développement » avec nous. Comment obtenir un développement plus près des besoins des gens? Quels sont les objectifs à atteindre? Devrions-nous exiger plus d'efforts des États et des institutions internationales pour orienter l'économie en fonction des besoins sociaux et écologiques? Insister pour que les États défendent ces besoins et améliorent la distribution des revenus et de la richesse? Accorder moins d'importance à la « croissance » économique et au « libre échange », et plus à des politiques visant à réduire la pauvreté? Créer plus d'entreprises d'économie sociale, coopératives, publiques etc.? Défendre le droit des pays du Sud de choisir les moyens de protéger leur agriculture et leurs industries comme bon leur semble?

Les crises ont rendu plus évident que jamais que des changements radicaux s'imposent dans les structures économiques mondiales pour améliorer les conditions de vie partout, et surtout dans les pays du Sud. Mais les pouvoirs en place veulent se limiter à quelques contrôles des abus les plus flagrants, dans le seul secteur des finances notamment. En somme, on nous

**L'aide ne peut être
qu'un pansement
si les relations
économiques
sont basées
sur le modèle
néoclassique.**

dit, oublions la crise économique! Oublions aussi la crise alimentaire, les morts et les émeutes dans les pays du Sud! Pour notre part, nous croyons qu'il faut au contraire saisir l'occasion de construire – enfin - un monde plus juste et équitable.

Nous serions très heureux de recevoir vos commentaires. N'hésitez pas à vous exprimer! Et venez participer aux JQSI dans la Mauricie!

Vite dit !

« Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste ».

- *Kenneth Boulding*

**DEUX CONCEPTIONS S'AFFRONTENT
TINA OU TATA?**

Dans les années 80, Margaret Thatcher, première ministre de la Grande-Bretagne, utilise fréquemment un slogan qui lui restera attaché : There Is No Alternative! (ou TINA). Elle fait alors référence au fait que selon elle, il n'y a pas d'alternative au néolibéralisme.

Le néolibéralisme désigne des politiques économiques considérées à droite ou conservatrices, qui restreignent les interventions de l'État dans l'économie (par exemple l'État providence et les services publics, les normes du travail ou de l'environnement, l'aide à la création d'entreprises, l'orientation du budget public de recherches scientifiques sur des domaines jugés prioritaires, un protectionnisme face aux importations, etc.) et qui laissent faire le marché considéré plus efficace et respectant la liberté (d'achat) des individus. Selon les nouveaux Thatcher de ce monde, le libre-échange, le libre-marché et la mondialisation capitaliste seraient nos seules options, et nous n'aurions d'autre choix que de nous adapter.

Or, depuis les années 80, plusieurs ont commencé à en douter. Des critiques de la mondialisation ont répliqué avec un slogan similaire : There Are Thousands of Alternatives! (ou TATA). Non seulement y a-t-il une alternative, mais il y en a même plusieurs. Dans le même sens, la mouvance des Forums sociaux mondiaux, organisés depuis 2001, s'appuie sur l'idée que « **D'autres mondes sont possibles!** ».

(Source : www.jqsi.qc.ca)

Du 3 au 13 novembre 2010

LES JQSI 2010

Participez aux Journées québécoises de la solidarité internationale.

Voyez la programmation complète dans les pages 12 et 13 de ce numéro du Point.

PLAIDOYER POUR LA LENTEUR

DANIEL LANDRY
daniel.land@cgocable.ca

Aux premières heures de la Révolution industrielle, les indicateurs de temps traditionnels (le soleil et le clocher de l'église paroissiale) étaient bien insuffisants. Le temps, c'est de l'argent! Il fallait donc commencer à rythmer la vie des travailleurs au tic-tac des horloges. Pour les entrepreneurs, il importait d'abord d'être efficient, c'est-à-dire de réaliser un objectif avec le minimum de moyens engagés. Chaque seconde devenait précieuse.

Cette obsession de l'horloge nous conditionne plus que jamais aujourd'hui. En faire le plus possible en le moins de temps possible! Pour qu'ils se développent «intégralement», des enfants de 5 ans ont des horaires de PDG de compagnies.

Les parents hyperactifs organisent donc leur quotidien à la lumière du credo de l'efficacité, tout imprévu devenant source de stress. Même les loisirs, vacances et temps libres sont mieux gérés que ne le ferait un planificateur d'événements.

Ce portrait oblige la prise de conscience des liens intrinsèques entre un tel mode de vie et d'importantes problématiques sociales (épuisement professionnel, âgisme, hyperactivité chez les enfants, surmédication). Contrairement à ce qu'annonçaient certains intellectuels des années 1960 et 1970 à propos d'une société des loisirs à venir, la vie quotidienne des années 2000 s'est accélérée, devenant de plus en plus stressante.

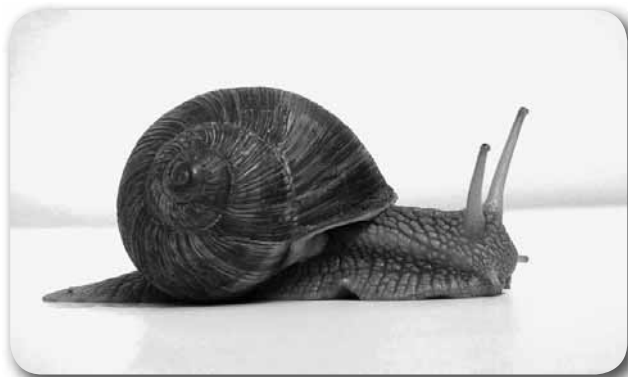
Le mouvement slow

Trouver une alternative à cette société rapide, c'est ce qu'a fait Carlo Petrini à la fin des années 1980 en fondant le mouvement slow food. Il réagissait alors à l'émergence du fast-food en Italie.

Initialement, l'objectif était de préserver les spécificités régionales en alimentation en s'opposant à la standardisation des goûts qu'offrent les grandes chaînes de restauration rapide. Mais en prenant exemple sur l'alimentation, le slow food critique également la spirale infernale de la performance et de la rapidité dans laquelle nous sommes plongés. Il souhaite revaloriser la qualité et le plaisir au détriment de la quantité et de l'efficacité.

Cette philosophie s'étend maintenant au-delà de l'alimentation. Città Slow (créé en 1999) est un réseau mondial de villes qui s'engagent à ralentir la vie de ses citoyens. Slow Money est un mouvement récemment créé aux États-Unis afin de ralentir les flux de capitaux pour investir plutôt à l'échelle locale. Le Slow Media (ou slow TV comme le dit Stéphan Bureau au Québec) renvoie à ce désir d'approfondir des contenus plutôt que d'ingérer de façon boulimique des tonnes d'informations.

Le Slow Travel partage les valeurs de l'écotourisme. La Slow Life, elle, renvoie aux valeurs partagées par les défenseurs de la décroissance et de la simplicité



Le mouvement «slow» cherche à trouver des alternatives à notre société rapide.

volontaire, c'est-à-dire une vie où sa consommation et son impact sur l'environnement sont réduits au maximum.

Bien qu'il soit peu probable que chacun transforme radicalement son mode de vie et adhère pleinement aux valeurs du mouvement slow, il s'avère essentiel de s'en inspirer. Prendre le temps pour mieux éduquer, pour mieux soigner, pour mieux soutenir les laissés-pour-compte de ce système «trop» efficient et pas assez humain. D'ailleurs, il s'agit assurément d'un modèle à placer au cœur de nos politiques publiques.

Pour en savoir plus

www.slowfood.com
www.slowfoodquebec.com
<http://slowmouvement.wordpress.com>

LA BRANCHE HOLLYWOODIENNE DU CAPITALISME

MARIO LEMELIN
mario.lemelin@crocable.ca

J. K. Galbraith (1908-2006), cet économiste keynésien de gauche, a montré que la notion d'économie de marché n'avait aucun sens. « Bien que le marché joue un rôle clé dans le fonctionnement du système capitaliste, celui-ci ne se définit pas d'abord par le marché, mais par sa façon particulière d'accumuler, d'accaparer et de façonner les relations sociales. En fait, le marché existe depuis la nuit des temps. » Développant la notion de « filières inversées », il conclut que: « ce sont les entreprises qui imposent des produits aux consommateurs, et non l'inverse ».

Dans un marché global créé et entretenu par le capitalisme financier, l'espace médiatique est presque exclusivement fait de messages nous informant qu'il y a une crise de l'énergie. Il faut trouver de nouvelles sources d'énergie! La plupart des citoyens laissent leur gouvernement (et les entreprises énergétiques qui lui sont associées) faire le travail. Plutôt que



Les gouvernements laissent le champ libre aux entreprises privées pour créer de la richesse sans s'assurer d'une redistribution équitable de cette richesse.

d'attaquer dès maintenant nos modes de vie et de consommations gargantuesques et de viser une transformation substantielle des modes de production et d'utilisation de l'énergie, le consommateur se retire de la réflexion et de l'action collective. La désillusion et le désengagement du citoyen sont souvent perçus par les gouvernements comme étant un mandat « clair ».

Où il y a des subventions et des allègements fiscaux, les entreprises viennent, s'enrichissent puis s'en vont ailleurs, globalisation oblige.

Pour réaliser ce mandat spectral, les gouvernements laissent le champ libre aux entreprises privées. Dans un partenariat PPP (Pas Pour les Pauvres!), nos deux partenaires assurent aux citoyens qu'il y aura création de richesse, car c'est le gage d'une économie forte. C'est aussi une garantie de « tuer » ce méchant chômage grâce à une restructuration de l'état et une rationalisation des entreprises. Il est un peu paradoxal de faire ces deux dernières actions, car elles sont généralement signe de perte d'emplois, donc de création de chômeurs.

De plus, où il y a des subventions et des allègements fiscaux (qu'on peut aussi considérer comme étant de l'aide sociale), les entreprises viennent, s'enrichissent puis s'en vont ailleurs, globalisation oblige. Cette aide mise sur pied par et pour les possédants a la malheureuse manie de tomber rapidement vers un régime kleptocratique. Ce terme est fréquemment utilisé à propos des revenus tirés de l'exploitation de matières premières, en particulier le pétrole, le gaz naturel ou de schistes, les diamants, le nucléaire et j'en passe. Or les entreprises privées acceptent difficilement la liberté syndicale, la grève et, encore moins, l'immixtion de la population dans la gestion de ses affaires. Dans le but de rassurer la population, les entreprises utilisent les médias et chantent les sempiternels refrains:

- Innocuité environnementale;
- mince probabilité d'accident;
- bénignité des impacts environnementaux lors d'accidents;
- faible coût pour l'utilisateur payeur;
- capacité potentielle d'être une solution finale;
- l'expertise de l'entreprise sur tous les domaines connexes à l'exploitation;
- de beaux graphiques et des présentations;
- Le BAPE a donné son accord.

Les médias s'emparent volontiers de ces utopies, souvent avec la complicité des grands organismes de recherche, trop contents de « faire rêver » le grand public. » Une question légitime s'impose : « Que laisserons-nous aux futures générations qui, pour le moment, n'ont pas un droit de parole? »

Lisez l'article intégral de Mario Lemelin sur www.cs3r.org

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BUKAVU (RDC) : LE POINT CULMINANT D'UNE LONGUE RÉFLEXION

CONTRE LA MILITARISATION

Au moment d'écrire ces lignes, la troisième action internationale de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) se réalise dans 52 pays en mobilisant directement plus de 38 000 femmes qui ont bâti des plateformes nationales autour de quatre champs d'actions: autonomie économique des femmes; bien commun et services publics; violence envers les femmes; paix et démilitarisation (droits des femmes autochtones au Québec).



Le comité Femmes et Développement du CS/TR a amassé la somme de 1 800 \$, pour permettre aux femmes congolaises de participer à la clôture de la MMF à Bukavu en RDC. Cet appui résulte d'un engagement que le comité Femmes et développement du CSTR avait pris au Forum social mondial en 2008 lors de sa rencontre avec Adèle Safi (photo), coordonnatrice de la Marche mondiale en RDC.

Partout dans le monde, les femmes défient la domination et le patriarcat pour dénoncer les injustices qui les affligent. Au Pakistan, les femmes sont sorties dans les rues même après que les fondamentalistes aient fait exploser des bombes pour terrifier la population. Au Mali, les femmes ont débattu sur la construction de la paix et ont organisé des manifestations à Gao, zone de conflit armé. En Grèce, elles ont réalisé des manifestations contre la continuité des dépenses militaires au moment de la crise financière, alors que les autres dépenses publiques sont coupées, etc.

Repenser le développement, oui ! Mais pas sans les femmes !

La clôture de tous ces riches processus se déroule à Bukavu, en République Démocratique du Congo (RDC) afin d'exprimer notre solidarité avec les femmes qui résistent quotidiennement dans un contexte de conflit armé. Mais aussi, les femmes du monde se

réunissent à Bukavu pour continuer le travail de réflexion et de dénonciation de la militarisation croissante du monde: un outil que soutient le patriarcat dans ses liens avec le capitalisme et le racisme. En Corée, les bases militaires des États-Unis sont entourées par des maisons de prostitution. Les corps de femmes sont utilisés pour faire plaisir aux «visiteurs» qui gardent une relation toujours hiérarchique et contrôlée avec les peuples locaux. En Colombie, les paramilitaires ou l'armée entretiennent l'illusion des adolescentes de se sentir protégées par un amant en uniforme, afin d'extraire des informations ou d'avoir quelqu'un qui leur prépare à manger. En RDC le viol collectif est utilisé de manière systématique et par tous les acteurs armés comme une arme de guerre. Reconnaître les liens entre exploitation économique et violences racistes et sexistes, que ces exemples nous présentent et qui marquent la vie de millions de femmes dans le monde, est un moyen fondamental pour trouver des alternatives qui vont directement au but.

En RDC, plusieurs organisations de femmes existent au niveau local. Mais la concertation entre elles n'est pas facile: en effet, le pays est trop vaste, les rencontres entre personnes coûtent très cher, les problèmes sont nombreux suite aux conflits armés qui se répercutent de plusieurs manières dans la société et ont comme conséquences des tensions permanentes et des violations graves des droits humains. Le mouvement des femmes n'est pas exempt de tous ces abus. Un des résultats attendus de la clôture de la MMF à Bukavu est le rassemblement des femmes des différentes provinces de la RDC pour se concerter autour des propositions nationales mais aussi pour trouver une manière de travailler ensemble et construire une Coordination Nationale de la MMF comme un mouvement permanent.

Source : Secrétariat de la Marche mondiale des femmes

Pour en savoir plus

www.marchemondialedesfemmes.org

www.ffq.qc.ca

VIA CAMPESINA ET LE « BIEN VIVRE » DES ALTERNATIVES AU MODÈLE DOMINANT

Les crises et la conjoncture actuelle font éclore plusieurs initiatives, au Nord comme au Sud, ce qui confirme que nous sommes bel et bien à une période charnière quant au règne du modèle de développement dominant. À titre d'exemple, nous ne vous présenterons ici que deux de ces initiatives : Via Campesina et le « Bien vivre ». Ces deux mouvements sont associés au contexte des pays du Sud mais trouvent écho jusque dans les pays du Nord.

Via campesina

Via Campesina est un mouvement international de paysans. Il inclut aussi des sans-terres, des femmes et des jeunes, des peuples autochtones, etc. L'organisation a comme principal objectif de « développer la solidarité et l'unité dans la diversité parmi les organisations de petits producteurs, afin de promouvoir des relations équitables entre les hommes et les femmes, ainsi que des relations économiques d'égalité et de justice sociale ». Il s'agit aussi de préserver les ressources (la terre, l'eau, les semences, etc.), la souveraineté alimentaire et une production agricole durable et égalitaire basée sur les petits et moyens producteurs.



Le mouvement Via Campesina prône, entre autres, la souveraineté alimentaire.

Aujourd'hui, Via Campesina constitue l'un des plus importants mouvements sociaux internationaux. Il est autonome, pluraliste, multiculturel et indépendant, et comprend des organisations membres de 69 pays, dans tous les continents. Au Québec, l'Union paysanne - qui défend la paysannerie et se porte à la défense d'une agriculture des régions, an-

crée dans son territoire- est membre du mouvement, comme 148 autres à travers le monde.

Le « bien vivre »

No queremos vivir mejor, queremos vivir bien !

Le « Bien vivre », « Buen vivir » ou « Vivir bien », est un concept proposé par les mouvements indigènes de la région des Andes en Amérique latine, particulièrement par le peuple Aymara (Bolivie, Pérou, Argentine et Chili). Le mouvement prône la bonne vie, vivre bien, convenablement ou honnêtement et désigne un style de vie hérité de la culture andine, qui s'oppose à celui de l'Occident, basé sur une accumulation de biens et un toujours plus, toujours mieux. Depuis toujours, les Autochtones ont une philosophie et des techniques qui leur ont permis de conserver les ressources et la vie, pour transmettre « une Terre bonne à vivre » aux générations futures. Leur vision de la Terre-Mère leur a dicté des objectifs de production strictement adaptés aux besoins des communautés (Rudel, 2009). Aujourd'hui, dans un contexte de crises multiples, ils sont disposés à faire connaître et enseigner cette philosophie et ces techniques pour sauver la planète. En pratique, il s'agit d'un mode de vie qui signifie vivre en harmonie et en équilibre entre les hommes et les femmes, entre les communautés et entre les humains et la nature, dont ces derniers font partie. Cela implique la vie en communauté, l'atteinte de conditions minimales d'égalité, l'élimination des préjugés et de l'exploitation, le respect de la nature et de son équilibre.

Le concept du « bien vivre » est en train de devenir un modèle de développement alternatif qui est revendiqué par tout un pan du mouvement indigène en Amérique latine. Mais c'est aussi aux autres pays du Sud et aux sociétés du Nord que le concept s'adresse, comme réponse aux crises multiples. D'autre part, certains pays ont même incorporé le concept dans les préambules de leurs constitutions (Bolivie, Équateur) comme orientation générale.

Pour en savoir plus

Consultez le site internet des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) pour télécharger le document thématique et en savoir plus sur les alternatives au modèle dominant.

www.jqsi.qc.ca

Du 3 au 13 novembre 2010

Journées québécoises de la

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA
SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE

REVOYONS LE DÉVELOPPEMENT I

Au carrefour des crises : le développement

Crise environnementale, crise alimentaire, crise financière et économique etc. Les crises multiples que nous connaissons nous forcent à réfléchir à la notion de développement, car le développement est au carrefour de ces crises. Des gens de différents domaines sont d'accord sur une idée qui fait consensus : nous devons repenser le développement.

Au-delà de l'aide, repenser le développement

Les débats récents sur l'aide ont pour but de rendre l'aide plus efficace et tournent autour d'une logique gestionnaire. Mais au fond, l'efficacité de l'aide n'est pas le vrai problème. Une des raisons qui font que l'aide n'a pas réussi, c'est que le système économique continue de favoriser les économies des pays riches. Selon ce modèle, on estime que les pays du Sud sont en retard et doivent être aidés pour atteindre le niveau de confort et de développement de celui des sociétés occidentales, par la modernisation de leurs institutions, leurs connaissances, leurs pratiques et leurs valeurs traditionnelles. S'il faut repenser le développement, c'est bien en commençant par remettre en cause ce modèle dominant.

Un modèle de développement occidental, basé sur le culte de la croissance

Ce modèle n'a pas créé ce qu'il a promis, soit l'amélioration des conditions de vie, la diminution des inégalités et de la pauvreté. Pour les populations bénéficiaires, il a plutôt été un « mal développement ». Ensuite, ce modèle demeure basé sur la primauté de l'économie et sur l'idée de la croissance pour la croissance, alors que celle-ci est génératrice d'inégalités, d'exclusions et de destruction des écosystèmes, tant au Nord qu'au Sud. Enfin, le modèle dominant est surtout critiqué pour son caractère ethnocentrique, car il suppose toujours une supériorité de la civilisation occidentale par rapport à ceux qui doivent se rattraper, pour rejoindre les pays dits « développés ».

Pour aller au-delà de l'ère du développement

Des propositions ont été faites, tant pour le Nord que le Sud, en suggérant de nouvelles conceptions du monde, de nouvelles façons de vivre. Selon certains, le développement est un mot toxique, car il est marqué culturellement et fait croire à ce qu'il n'est pas. Il symbolise aussi toute une ère marquée par un projet idéologique, ayant comme effet d'occidentaliser le monde. Pour sortir de l'ère du développement, ils prônent de chercher des alternatives au développement, et d'imaginer un « au-delà du développement », en observant ceux qui sont déjà en train de le construire, les exclus du développement (les femmes du Sud, les autochtones, les communautés paysannes, les communautés vivant en autosuffisance, les communautés autonomes du Nord).

Les alternatives existent

Tant au Sud qu'ici même au Québec, des mouvements sociaux sont déjà en marche et réinventent le développement. Les écovillages, les systèmes d'échanges locaux, le mouvement Slow Food, et le mouvement pour une décroissance conviviale font partie de cette convergence mondiale d'initiatives. Ces mouvements ne demandent qu'à être mieux connus et à inspirer d'autres citoyens qui sont à la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'une plus grande justice sociale.

L'heure est venue de voir le développement d'un autre œil!

Comité de coordination régionale des JQSI 2010

Comité de Solidarité/Trois-Rivières
Centre de formation communautaire
de la Mauricie (CFCM)
Centre d'intervention budgétaire
et sociale de la Mauricie (CIBES)
Conseil régional d'économie sociale (CRÉS)
Collège Laflèche
Syndicat des Professeur(e)s du Cégep
de Trois-Rivières
Vire-vert
Réserve de la biosphère du Lac St-Pierre

la solidarité internationale

WWW.JQSI.QC.CA
WWW.CS3R.ORG

Mercredi 3 novembre 2010

Projection du film

«*Je vous salue Mariette*»

19h30

Maison de la culture de Trois-Rivières

1425, place de l'Hôtel-de-ville

Entrée libre

Réservation avant le 1^{er} novembre

418-529-9188 ou info@videofemmes.org



Mardi 9 novembre 2010

Notre consommation : Impacts sur nos solidarités

Conférencier: Bertrand Rainville

17h à 19h

Au Bucafin

920, boul. St-Maurice, Trois-Rivières

Jeudi 11 novembre 2010

Projection du film

«*L'affaire Coca-Cola*»

19h30

Ciné-Campus

858, Rue Laviolette

Précédé du film de 8 minutes :

«*L'économie sociale c'est l'affaire de tout le monde*»

(Présenté par le CRÉS)



Jeudi 4 novembre 2010

Conférence d'Aminata Traoré «Repenser le développement : un regard critique»

12h

Au loft du Cégep de Trois-Rivières

3500, Rue De Courval

Entrée libre

Réservation au 819-373-2598



Vendredi et Samedi 12 et 13 novembre

Participez à l'aménagement du premier éco-hôtel-école au Canada

(Charrette de design intégré)

«K Écol'Hôtel Boutique»

Inscriptions et réservations

819-840-0460



K Écol'Hôtel Boutique

Porte ouverte sous forme de 5 à 7

1260, Notre-Dame Centre

Entrée libre

Vendredi 5 novembre 2010

Pecha Kucha sur la consommation solidaire

Présentation animée et cocktail de l'amitié pour bien terminer la semaine

16h30 à 17h30

Écomarché

2019, avenue des Coopérants, Trois-Rivières

Jeudi 25 novembre

Rassemblement jeunesse régional

«La consommation responsable»

En collaboration avec le

Forum Jeunesse Mauricie

Réservé au milieu scolaire

Dimanche 7 novembre 2010

Entrevue avec auteur :

Alain Deneault

Pour son livre «*Offshore*» à propos des paradis fiscaux

11h

Librairie Clément Morin

4000, boul. des Forges, Trois-Rivières

Entrée libre



Les Journées québécoises de la solidarité internationale sont réalisées grâce à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), avec l'appui du ministère des Relations internationales du Québec (MRI).

Relations
internationales
Québec

AQOCI

DES PROJETS DANS 5 PAYS



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Relations
internationales
Québec

LE CS/TR MÈNE ACTUELLEMENT DES PROJETS DE COOPÉRATION À CUBA, AU MALI, AU NICARAGUA, EN HAÏTI, ET EN BOLIVIE. NOUS VOUS PRÉSENTONS ICI UN BREF APERÇU DE DEUX DE CES PROJETS.

Appui au CEPROSI en Bolivie

Le Centro de Promoción y Salud Integral (CEPROSI) vient de compléter une première année d'un projet appuyé par le CS/TR notamment grâce à la participation du programme québécois de développement international (PQDI) du ministère des Relations internationales (MRI) du Québec et de l'organisation Développement et Paix. Intitulé « Promotion et gestion communautaires de la santé globale des femmes, des enfants et des familles monoparentales », le projet vise surtout à offrir des formations sur mesure, des ateliers d'entraide et des prestations de services de santé de

Le projet cherche aussi à faire reconnaître la violence envers les femmes et les fillettes comme problème de santé publique et comme violation des droits humains.

base et de proximité aux femmes monoparentales (surtout des autochtones) provenant de quartiers défavorisés de La Paz et d'El Alto.

Dans le contexte de l'implantation du nouveau plan de santé communautaire du gouvernement bolivien, le projet favorise la réduction de la distance

culturelle entre les demandeurs de services de santé et les professionnels de la santé. Le CEPROSI croit qu'il faut continuer à travailler sur la question de l'exercice du pouvoir citoyen dans la définition des services, dans la gestion des services et dans le processus d'évaluation des services.

Les organisations sociales (femmes, comités de quartiers et autres) ne connaissent pas leurs rôles et responsabilités ou sont en manque de formations et de développement d'habiletés pour faire face à la « décentralisation » du système de santé inscrite dans la planification du gouvernement bolivien. Le CEPROSI a créé à cet effet l'École de Leadership, qui jusqu'à présent, a formé plus de 43 femmes représentant diverses organisations sociales.

Responsable du projet :

Annie Lafontaine, annie.lafontaine@cs3r.org

Appui à Kilabo au Mali

C'est en 2005, après un premier contact fructueux entre l'association Kilabo et le CS/TR, que les bases du projet « Sécurité alimentaire et communication participative » ont été jetées. Après quatre années de démarches, le projet a obtenu l'aval de l'ACDI et a pu enfin démarrer.

Dans le cadre de ce projet réalisé avec la fédération Horonya qui regroupe onze villages, le CS/TR fournit un appui technique pour la formation d'agents de changements

maliens dans le domaine des communications sociales, grâce entre autres à l'aide de jeunes stagiaires québécois et du programme de Communication sociale de l'UQTR. Le CS/TR fournit également un appui technique et financier pour la mise en place d'infrastructures visant l'amélioration des capacités de production agricole et d'autosuffisance financière et alimentaire des villageois.



Sylvain Pinet du CS/TR et un responsable de Kilabo posent ensemble la première brique de la réserve céréalière du village de Dafara.

Un des volets importants du projet consiste notamment à sensibiliser les villageois aux vertus du Moringa. Cette plante qui pousse facilement dans les régions semi-désertiques possède des qualités nutritives extrêmement intéressantes en plus de présenter un potentiel certain pour lutter contre l'avancé du désert. L'action du CS/TR et de ses partenaires produit des résultats puisque de nombreuses familles entretiennent maintenant leur plan de moringa et l'intègrent à leur alimentation quotidienne.

Responsable du projet :

Sylvain Pinet, sylvain.pinet@cs3r.org

LA CONSOMMATION RESPONSABLE

UN GESTE À LA PORTÉE DE TOUS ET DE TOUTES



www.in-terre-actif.com



La consommation responsable devient de plus en plus populaire au Québec. En effet, de plus en plus de personnes, particulièrement des jeunes, choisissent individuellement, mais aussi collectivement, de mettre en pratique cette alternative dans leur vie de tous les jours. Pensons simplement à l'essor des entreprises d'économie sociale, à l'expansion du commerce équitable ou même à l'engouement du mouvement de simplicité volontaire sans parler des produits écologiques qui inondent le marché. Consommer de manière responsable, c'est prendre conscience des différents enjeux qui se cachent derrière nos achats. Il ne s'agit pas ici de ne plus consommer, mais plutôt de remettre en question notre manière de consommer. En effet, nous pouvons, au-delà du simple rapport qualité/prix, faire des choix de consommation qui intègrent des valeurs humaines, sociales et écologiques.

Le Réseau In-Terre-Actif du CS/TR a récemment produit un aide-mémoire comportant quelques questions à se poser à titre de consommateur(trice) responsable!

Questions à se poser avant d'acheter un objet

(Plusieurs de ces questions peuvent aussi s'appliquer à l'achat d'un aliment)

Besoins et alternatives à l'achat

- Ai-je vraiment besoin de cet objet?
- Est-ce que je possède déjà quelque chose qui peut remplir la même fonction?
- Puis-je l'emprunter ou puis-je le fabriquer moi-même?
- Puis-je l'acheter usagé ou en partager l'achat et l'utilisation avec quelqu'un?

Impacts environnementaux

- Cet objet est-il fabriqué localement?
- Combien de kilomètres cet objet a-t-il parcouru avant d'arriver chez moi?
- Cet objet et son emballage sont-ils recyclables ou compostables?
- Cet objet a-t-il nécessité l'utilisation de produits nuisibles pour l'environnement lors des différentes étapes de sa fabrication?
- Quelle est la durée de vie de cet objet?
- L'entreprise qui a fabriqué l'objet respecte-t-elle l'environnement?

Impacts sur la santé et les droits des travailleurs

- Cet objet est-il bon pour ma santé?
- A-t-il affecté la santé des gens qui l'ont produit?
- Dans quelles conditions de travail l'objet a-t-il été fabriqué?
- Est-il le fruit de l'exploitation d'enfants, de travailleurs et/ou de travailleuses?
- L'entreprise a-t-elle la réputation de respecter les droits humains fondamentaux?
- Cet objet peut-il être retrouvé sur le marché du commerce équitable?

Devenir des consommateurs (trices) plus responsables, c'est possible et nécessaire!



Cliquez sur
www.in-terre-actif.com

Le Réseau In-Terre-Actif du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR) est une ressource pédagogique qui se donne comme mission de former de jeunes citoyens responsables et solidaires, et ce, depuis près de quinze ans. Nous invitons les jeunes, les enseignants et les éducateurs à cliquer sur le site internet du réseau et à découvrir les outils pédagogiques ainsi que les activités interactives que nous proposons.

LES FEMMES

BEAUTÉ ET FORCE DU MALI



Chaque année, le CS/TR envoie une vingtaine de stagiaires au Mali ou à Cuba grâce au programme Québec sans frontières (QSF) du ministère des Relations internationales du Québec (MRI). Nous vous présentons ici le témoignage de l'une de nos stagiaires de l'été 2010.

Beauté : Une des premières choses qui accroche notre œil en arrivant au Mali, outre le chaos des rues de Bamako, c'est la couleur. En fait, je devrais dire les couleurs. La couleur de la terre rouge, mais surtout les habits portés en grande majorité par les femmes. Ces habits haut en couleur sont le premier point qui retient l'attention d'un blanc fraîchement débarqué en terre malienne. Bien vite s'y ajoute la remarquable complexité des dessins modelés par les minuscules tresses recouvrant la tête des femmes et des fillettes. Il me suffit d'ajouter les sourires et les rires semi-permanents ainsi qu'un port altier pour brosser un bref tableau de la beauté des Maliennes.

Le port altier des Maliennes, dû en grande partie à l'habitude qu'elles ont de porter de lourdes charges sur leur tête, leur confère une allure fière qui contraste avec leur regard parfois lointain et vague imputé à la fatigue. Malgré cette fatigue due aux longues journées harassantes, les soirs de fêtes sont les bienvenus au village.

Les danses traditionnelles, au rythme endiablé, accordent à ces femmes un moment de répit, de défoulement. En effet, aux yeux d'une Occidentale, les Maliennes subissent de nombreuses humiliations et portent un poids incroyable sur leurs épaules. Les injustices sociales sont criantes et les atteintes à l'intégrité physique et morale sont courantes : excision, mariage forcé, imposition d'une ou plusieurs coépouses, lourdeur des tâches quotidiennes, violence conjugale, etc.

Force : Le labeur quotidiennement relevé par les femmes permet la vie au Mali. En plus d'aller aux champs comme les hommes, les femmes sont responsables d'aller chercher l'eau au puits, de faire le lavage, de piler les céréales, de préparer les repas, de passer le balai, de rapporter du bois, de ramasser le karité et de le préparer en vue de le transformer en beurre... le tout, en général, avec un petit sur le dos! Malgré tout, elles accueillent les stagiaires à bras ouverts, avec le sourire,

alors qu'avec « cet honneur » s'ajoute un surplus de travail. Exténuées, le soir, voire l'après-midi, elles s'endorment sur leur chaise. Rapidement, nous nous rendons compte que le respect du sommeil ne fait pas partie des valeurs culturelles maliennes. Les femmes et les enfants se font réveiller à tout moment pour aller porter du thé à un parent assis plus loin, pour aller fermer ou ouvrir une porte ou pour écaler des arachides.



Myriam Brouillette-Paradis

Le matin, avant que le soleil ne se lève, les femmes sont déjà à l'œuvre. La vaisselle et le déjeuner sont en train, l'eau chauffe pour la douche du stagiaire et en prévision de son nescafé matinal. Au lever du stagiaire, elle mettra de l'eau dans le seau et, avec un peu de chance, le stagiaire aura le droit de mener lui-même son seau à sa latrine-douche!

Je ne peux m'empêcher de les admirer, tout en leur souhaitant une petite révolution sociale; qu'elles deviennent maîtres de leur destinée. J'ai été témoin de scènes démontrant leur peine, la violence qu'elles peuvent subir et de la désolation face aux manques que leurs nombreux enfants sont obligés de subir faute de moyens. Vues de l'extérieur, ces injustices ne font que souligner à grands traits leur beauté et leur force.

Myriam Brouillette-Paradis
Stagiaire du CS/TR au Mali à l'été 2010
Programme Québec sans frontières

LA SOCIÉTÉ CIVILE PALESTINIENNE



La société civile palestinienne est organisée et joue un rôle très important dans la lutte pour les droits des Palestiniens et l'avènement d'un État palestinien.

BRIAN BARTON

brianaustinbarton@gmail.com

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR) croit que les organisations de la société civile (OSC) sont essentielles pour permettre à la population de chaque pays de participer efficacement aux décisions qui la concernent, autant politiques qu'économiques. Il est évident que, dans le conflit au Moyen-Orient, les grands médias canadiens sont plus intéressés à présenter la politique du gouvernement d'Israël qu'à prêter attention à ce que prônent les organisations issues de la population. Ainsi, en appuyant l'établissement d'un État palestinien, le CS/TR s'intéresse particulièrement aux activités de la société civile.

La société civile est souvent définie par rapport à l'État. Les OSC sont vues comme des formes d'expression des besoins de la population qui sont indépendantes de l'État, mais en même temps complémentaires à celui-ci, enrichissant la vie politique. Donc, peut-on parler d'une société civile palestinienne, en absence d'un État palestinien? En fait, même si leur statut n'est pas typique, ces organisations jouent un rôle important, autant dans la défense et la protection des besoins immédiats de la population que dans la lutte pour ses droits et l'établissement d'un État palestinien.

Bien sûr, il faut situer ce rôle dans le contexte historique de la Palestine. Les organisations qui y sont nées ont dû fonctionner dans des circonstances extrêmement dif-

ficiles. Elles ont dû répondre aux besoins de la population au niveau des services humanitaires et sociaux, et en même temps assumer leur rôle dans la lutte pour combattre la répression israélienne et établir un état palestinien. C'est ainsi que, parmi les centaines d'organisations, on trouve toute la gamme d'organisations caritatives – très sollicitées lors des diverses attaques militaires israéliennes contre la population ainsi que face aux conséquences du blocus - organisations de droits humains, de défense des droits sociaux et de résistance politique à la répression israélienne. De plus, plusieurs des OSC existent dans les pays de la diaspora où vivent depuis des décennies les réfugiés, souvent dans des camps qui sont devenus quasi-permanents. Les organisations des diasporas ou dans des territoires occupés sont soumises aux lois et aux règlements établis par l'État où elles se trouvent, et selon l'orientation politique du gouvernement au pouvoir. Ainsi, en parlant « d'une société civile palestinienne » au sens large, il faut tenir compte de la complexité de la situation.

Un bref rappel historique

Jusqu'à 1948, la société civile palestinienne (des sociétés islamiques chrétiennes, des syndicats, des groupes de jeunesse et de femmes, des sociétés caritatives) se développait sous le mandat britannique; sa priorité était la lutte contre l'occupation britannique et l'immigration massive des Juifs en Palestine.

... Suite de la page 17

En 1948, elle a été dispersée; en Israël les organisations ont dû lutter pour préserver leur culture et leur identité nationale. Dans des pays arabes, les réfugiés se sont affiliés aux organisations des pays hôtes, mais certains ont formé des organisations palestiniennes, comme l'Union générale des étudiants palestiniens, créée en 1959. Pour ces réfugiés, le nationalisme arabe et la libération de la Palestine étaient les objectifs principaux. À Gaza (administré, mais pas annexé, par l'Égypte) et sur la rive gauche (annexée à la Jordanie), on a formé d'une part des organisations syndicales, plus concernées par la question nationale que par les droits du travail, et d'autre part des sociétés caritatives, concentrées en général sur leurs objectifs humanitaires. Ainsi, même avant 1964, le début d'une différenciation a vu le jour. À Gaza, notamment, les partis politiques et des organisations plus militantes pouvaient fonctionner ouvertement.

Cette évolution historique et les divisions politiques, notamment entre le Hamas et le Fatah, et maintenant l'Autorité Palestinienne, ont bien sûr influencé la société civile.

L'aide de l'extérieur, des États-Unis, de l'Union européenne et même du PNUD, offerte à certaines organisations, suscite aussi la controverse entre les différentes tendances. Car cette aide vise surtout à promouvoir « la démocratie » telle que conçue par les puissances occidentales, et peut bien exclure ou contrecarrer des orientations basées sur les circonstances réelles de la Palestine. Par exemple, une plainte a été adressée à l'UE critiquant le manque de transparence de son aide et son incapacité à faire face aux

violations des droits humains; conséquence de l'occupation israélienne et de la division perpétuée entre la bande de Gaza et la Cisjordanie par le refus de reconnaître l'élection légitime du Hamas à Gaza.

De plus, les organisations qui s'opposent ouvertement à l'occupation et à l'ingérence israéliennes se trouvent étiquetées « terroristes », et donc sujettes

En appuyant l'établissement d'un État palestinien, le CS/TR s'intéresse particulièrement aux activités de la société civile.

à la répression et à l'intensification des contrôles sur leurs activités et leurs relations avec des organisations internationales. Nous en avons vécu la contrepartie ici même au Canada, où plusieurs organisations de coopération internationale (OCI), comme Kaïros et Alternatives, ont souffert pour avoir appuyé des organisations défendant les droits humains palestiniens. Ces dernières rencontrent ainsi beaucoup de difficultés à recevoir des fonds.

Un acteur majeur dans la lutte pour un État

En dépit des difficultés que rencontrent les OSC palestiniennes, celles-ci constituent un appui très solide au mouvement pour établir un État palestinien indépendant.

Par exemple, « L'Appel au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre l'État d'Israël, jusqu'à ce qu'il applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme », qui a été émis le 9 juillet 2005, a été signé par 171 organisations dont les partis politiques, les syndicats, les associations, les coalitions et les organisations palestiniennes représentent

les trois parties intégrales du peuple de la Palestine : réfugiés palestiniens, palestiniens sous occupation et citoyens palestiniens d'Israël.

La variété de ces organisations et la richesse de leurs activités sont impressionnantes. On peut noter parmi celles établies à Gaza et en Cisjordanie la Fédération générale syndicale, la Fédération des femmes,

la Fédération des enseignants, des associations professionnelles (ingénieurs, avocats, dentistes...) et l'Union des fermiers de Palestine ;

sans parler de dizaines d'organisations humanitaires, religieuses, de la jeunesse, de la défense des droits humains...etc. Il en est de même pour des organisations à Jérusalem, au Golan, en Israël, au Liban, et en Syrie.

Plus récemment, le 31 mai 2010, « l'Appel de Gaza » pour une réponse mondiale aux tueries commises lors de l'attaque armée israélienne a été signé par 31 OSC de Gaza; parmi elles, on trouve aussi des organisations de femmes, d'étudiants, d'enseignants, syndicales, culturelles, de solidarité internationale, d'aide médicale etc. Ces deux exemples peuvent donner un aperçu de l'envergure et de l'engagement des OSC palestiniennes.

Ils doivent aussi nous stimuler à être encore plus actifs – comme l'a demandé l'Assemblée générale du CS/TR en mai - dans nos efforts pour aider ces organisations, et pour contester les interdits du gouvernement Harper. La participation en octobre 2010 d'une délégation du CS/TR au Forum mondial de l'éducation à Ramallah, dont il est question en page 21 de ce numéro, doit contribuer à intensifier notre collaboration et nos appuis.

LES SACRIFIÉS DE L'HISTOIRE



LUC DUFRESNE
luc_dufresne@cgoable.ca

En suivant le simulacre de négociations qui se déroule actuellement sous l'égide des États-Unis entre Mahmoud Abbas et Benjamin Netanyahu, on peut se demander à quoi rime l'exigence des Israéliens que les Palestiniens reconnaissent Israël comme un «État juif». Après tout les arabes israéliens ne représentent actuellement que 20 % de la population du pays tandis que les Juifs en constituent 76 %.

Mais le véritable enjeu derrière cette demande, c'est le sort de plus de 4,7 millions de réfugiés palestiniens dont le destin est en suspens depuis des décennies, plus exactement depuis 1949. En effet, à l'occasion des combats qui se sont déroulés lors de la création de l'État d'Israël, plus de 750 000 réfugiés palestiniens se sont retrouvés en Cisjordanie, alors jordanienne, d'autres sont allés dans la bande de Gaza, tenue par l'Égypte, au Liban, en Syrie, en Jordanie et même plus loin. En 1967, lors de la guerre des Six Jours, 500 000 Palestiniens ont été déplacés, dont près de la moitié se sont trouvés déracinés pour la deuxième fois. À ces Palestiniens s'ajoutent leurs descendants à qui le statut de réfugié est aussi reconnu. Aujourd'hui, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA), recense plus de quatre millions et demi de personnes à qui ce statut est reconnu et dont environ un tiers vivent encore dans des camps. Cela ne comprend pas les millions de Palestiniens qui sont allés s'établir un peu partout à travers le monde, notamment dans les pays du Golfe persique, en Égypte, au Chili et aux États-Unis.

Or depuis 1949, la communauté internationale s'est engagée à assurer le droit au retour de ces réfugiés. En effet, la résolution 194 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies stipule que les réfugiés souhaitant retourner dans leur foyer et vivre en paix avec leurs voisins pourraient être autorisés à le faire à une date aussi rapprochée que possible; et que ceux qui décideraient de ne pas rentrer devraient être indemnisés de leurs biens. Depuis, le droit au retour des réfugiés palestiniens, réaffirmé avec constance, est dans les faits méprisé avec la même constance.

Déjà en 1948, alors que les dirigeants sionistes déclaraient devant l'UNSCOP (United Nations Special Committee On Palestine) et au moment de la proclamation de

l'indépendance d'Israël que les Palestiniens seraient considérés comme des citoyens à part entière et à égalité de droits et de devoir dans l'État d'Israël, ils préparaient la loi sur «la propriété des absents». Selon cette loi, toute personne qui n'était pas directement présente avant, pendant ou après la guerre, indépendamment de la raison, a été définie en tant qu'«absente» et sa terre comme abandonnée. Celle-ci était donc confisquée. C'est ainsi qu'après avoir été chassés de



Plusieurs des 4,7 millions de réfugiés palestiniens chassés dans les pays voisins par Israël, vivent encore aujourd'hui dans des camps et n'ont aucune nationalité ni papiers officiels.

chez eux, les réfugiés palestiniens ont été empêchés de revenir et ont vu leurs terres et leurs propriétés saisies par l'État israélien qui en a disposé comme s'il en était propriétaire. Ces dispositions ont d'ailleurs été étendues à la Cisjordanie et à Jérusalem-Est après la Guerre des Six Jours de 1967. Israël a également adopté en 1949 la Loi de Réquisition des Terres d'Urgence, conçue pour assurer l'évacuation des maisons, des bâtiments et des locaux afin de fournir des logements aux nouveaux immigrants juifs. L'article 3 de cette loi prévoit en effet que : les «autorités compétentes peuvent délivrer un "ordre de logement" pour saisir des biens en cas de besoin pour la défense de l'État, la sécurité publique, le maintien d'approvisionnements de base ou des services publics de base, l'absorption des immigrants ou la réhabilitation des ex-soldats ou des invalides de guerre».

Ce ne sont là que deux éléments d'un complexe dispositif juridique mis en place dès la déclaration d'indépendance d'Israël et destiné à donner un vernis de légalité à une opération systématique de spoliation des terres et des biens des

... Suite de la page 19

Palestiniens. Il s'agissait d'attribuer ces terres et ces biens à des Juifs israéliens ou venus d'un peu partout à travers le monde, d'assurer la judaïsation du pays et de rendre impossible le retour éventuel des légitimes propriétaires de ces terres et biens. La colonisation qui se poursuit aujourd'hui en Cisjordanie et à Jérusalem-Est s'inscrit dans le prolongement de cette politique de «nettoyage ethnique» qui avait été conçue avant même la création de l'État d'Israël.

En effet avant même le plan de partage de la Palestine man-



dataire et la création de l'État d'Israël, il existait un «état d'esprit» au sein des autorités sionistes et britanniques sur la «nécessité» de procéder à des «transferts de populations» si la Palestine mandataire devait être partagée entre un État arabe et un État juif viables. Mais la guerre de 1948 fut l'occasion pour les Israéliens de provoquer le départ ou de chasser les Palestiniens de leurs lieux de résidence. Selon l'historien Benny Morris : «Ben Gourion [...] avait compris qu'il ne pourrait pas y avoir un État juif au beau milieu d'une minorité arabe hostile. »

En août 1948, des centaines de milliers de réfugiés avaient été expulsés de leurs maisons au cours de la guerre civile en Palestine, et leur sort est devenu un enjeu international public. Le comte Folk Bernadotte fut alors nommé, par les Nations Unies, « Médiateur pour la Palestine » avec comme mandat de faire cesser les combats et de superviser la mise

PLACE DE LA NAKBA

En mémoire de l'expulsion des 800 000 palestiniens
et de la destruction des 532 villages en 1948 par le
criminel de guerre David Ben Gourion
pour la création de l'État d'Israël

en application du partage territorial. Constatant la situation des réfugiés, il écrivit alors : « Ce serait offenser les principes élémentaires de justice que d'empêcher ces victimes innocentes du conflit de revenir dans leurs foyers, alors que des immigrants juifs affluent en Palestine et menacent vraiment de remplacer de façon permanente les réfugiés arabes enracinés dans cette terre depuis des siècles. » Mais le comte Bernadotte devait être empêché de mener sa tâche à terme puisqu'il fut assassiné par un commando terroriste juif de quatre personnes parmi lesquelles se trouvait notamment Yitzhak Shamir, qui allait devenir premier ministre d'Israël en 1983. Sauf en Jordanie, et dans de rares cas pour les autres pays de la région, les réfugiés palestiniens n'ont pas acquis la nationalité des pays où ils se sont retrouvés et ne peuvent pas s'y intégrer. En effet les pays arabes considèrent que s'ils les naturalisaient, ils cautionneraient l'épuration ethnique

La guerre de 1948 fut l'occasion pour les Israéliens de provoquer le départ ou de chasser les Palestiniens de leurs lieux de résidence.

à laquelle s'est livré Israël et dégageraient la communauté internationale d'une responsabilité qui est la sienne mais qu'elle a été impuissante à assumer. Quant aux réfugiés eux-mêmes ils ont toujours refusé de

renoncer à un droit que la communauté internationale leur reconnaissait.

En effet si les Nations Unies ont sans cesse réitéré le droit au retour des réfugiés palestiniens, elles n'ont jamais adopté de mesures pour qu'il se traduise concrètement, ni de sanctions contre Israël qui s'y est toujours refusé. Tout au plus, a-t-on créé l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Suite à la page 21...

AU FORUM MONDIAL SUR L'ÉDUCATION UNE DÉLÉGATION DU CS/TR EN PALESTINE



YVES LAWLER
lawleryv@yahoo.com

La Palestine a accueilli du 28 au 31 octobre une réunion internationale dans le cadre de la programmation globale du Forum Social Mondial pour l'année 2010. Y ont participé une quarantaine de délégués du monde de l'enseignement et de l'éducation populaire du Québec dont deux militants du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR).

Le Forum mondial sur l'éducation auquel ils ont participé insiste sur les questions sociales, l'éducation, la lutte pour la paix et la justice sociale à travers le monde, et plus particulièrement en Palestine. Deux ans après l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza, qui avait détruit ou endommagé 278 écoles, cette mobilisation mondiale revêt une importance majeure. D'autant plus que depuis 42 ans, l'occupation israélienne tente de paralyser le système éducatif palestinien. Fermeture ou destruction des écoles, arrestation des professeurs ou des enfants, difficulté de circulation dans les territoires palestiniens, passage de checkpoints ou du Mur pour se rendre dans son école ou université : étudier normalement dans les territoires palestiniens est extrêmement difficile. Malgré cela, les Palestiniens

Suite de la page 20...

(UNRWA). Son but est de répondre aux besoins essentiels des réfugiés palestiniens des camps du Proche-Orient en matière de santé, d'éducation, d'aide humanitaire et de services sociaux.

Aujourd'hui, l'administration Obama travaille activement pour que l'UNRWA soit démantelée et que les réfugiés palestiniens soient naturalisés dans tous les pays où ils sont établis sauf en Palestine. C'est une opération qui, si elle devait réussir, sonnerait le glas définitif d'un droit que la communauté internationale a constamment affirmé, mais qu'elle a toujours laissé bafouer.



Alain Dumas et Daniel Landry ont fait partie de la délégation trifluvienne au Forum mondial sur l'Éducation qui a eu lieu en Palestine du 28 au 31 octobre 2010. Tous les deux membres du comité de rédaction du CS/TR, ils enseignent au niveau collégial, respectivement en économie au Cégep de Trois-Rivières, et en sociologie au Collège Laflèche.

continuent avec courage et résistance à s'éduquer, car pour eux, la scolarisation est intimement reliée à leur capacité de résister à l'occupation israélienne.

Mais comment l'éducation peut-elle aider un peuple à résister et à se libérer des forces militaires ou économiques qui le contrôlent ? Les participants au forum étaient appelés à réfléchir à cette question en explorant des façons de remettre en question l'enseignement dominant qui valorise la compétition, le consumérisme, l'individualisme, les politiques économiques néolibérales et la mondialisation des marchés. Le choix de la Palestine pour accueillir cette réunion n'est pas seulement un geste de solidarité avec la lutte pour un État palestinien, mais aussi une occasion de s'inspirer des expériences de ce peuple dans le domaine de l'éducation à la résistance. Peut-être nous aideront-ils à mieux résister à l'agenda des forces néolibérales ? À suivre sur le site web du CS/TR – www.cs3r.org.

AU COEUR DE SON COMTÉ!



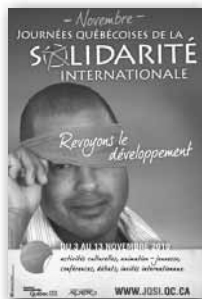
Paule Brunelle
Députée de Trois-Rivières

www.paulebrunelle.qc.ca • 819.371.5901

À LIRE, À VOIR, À VISITER

Les journées québécoises de la solidarité internationale

JQSI 2010



www.jqsi.qc.ca

Le mois de novembre sera fortement marqué par les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Cet événement majeur est une initiative de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) regroupant 65 organisations à travers le Québec. La population québécoise est appelée à participer et à apprendre sur différents enjeux internationaux sous le thème « Repensons le développement » du 3 au 13 novembre prochain.

Nous vous invitons à visiter le site officiel : www.jqsi.qc.ca

À visiter

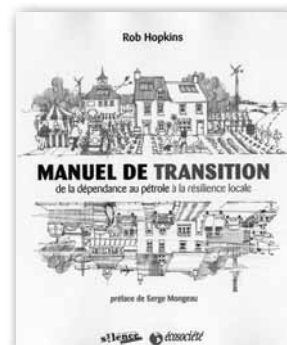


À lire

Manuel de Transition

De la dépendance au pétrole à la résilience locale

Que seraient nos sociétés sans pétrole? Brutalement métamorphosées... Plus d'ordinateurs, plus de nourriture des quatre coins du monde, plus de voitures ni d'avions, plus de plastique; nous devrions rapidement réapprendre à produire un nombre incalculable de choses pour assurer notre survie. Mais serions-nous capables d'une telle autonomie? Manuel de Transition est un outil révolutionnaire et inspirant, entièrement consacré aux solutions pour construire dès maintenant des sociétés écologiques et résilientes, capables de s'adapter aux catastrophes que constituent le pic pétrolier et les changements climatiques. Enfin traduit et adapté en français, ce livre accessible, clair et convaincant expose tous les outils, les détails pratiques et les étapes nécessaires pour préparer l'avenir en diminuant radicalement les besoins énergétiques à l'échelle de sa communauté.



L'affaire Coca-Cola

À voir

Un film documentaire sur Coca-Cola et le droit des travailleurs dans les usines d'embouteillage.



Les réalisateurs German Gutierrez et Carmen Garcia dressent un réquisitoire accablant contre l'empire Coca-Cola, soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement, la torture et le meurtre de chefs syndicaux qui luttent pour l'amélioration des conditions de travail en Colombie, au Guatemala et en Turquie. Les cinéastes s'attachent aux avocats en droit du travail Daniel Kovalik et Terry Collingsworth, ainsi qu'au militant Ray Rogers, directeur de la campagne Stop Killer-Coke!, alors qu'ils mettent tout en œuvre pour obliger le géant américain de l'industrie des boissons à répondre de ses actes dans cette bataille juridique pour les droits de la personne.

Dans le cadre des JQSI, ce film sera présenté jeudi le 11 novembre à 19 h 30 au Ciné-Campus (Séminaire St-Joseph – 858, rue Laviolette à Trois-Rivières)

Achetez vite votre billet de Loterie Solidaire!

La Loterie Solidaire est de retour avec quelques nouveautés. Ainsi, nous offrons cette année huit (8) tirages dont un grand prix de 2000 \$ et sept (7) de 1015 \$. Mais la principale nouveauté réside dans le fait que nous avons réduit de manière significative le nombre de billets en circulation, le faisant passer à 150 en 2011 (au lieu de 225). Donc, il faut faire vite pour se procurer un billet avant qu'il n'en reste plus. Notez que les tirages du Loto-Voyage 2010 s'effectuent encore jusqu'au 20 janvier 2011. Les noms des gagnants sont disponibles sur le site internet du CS/TR (www.cs3r.org) dans la section «ENGAGEZ-VOUS» ou sur la boîte vocale du CS/TR au (819) 373-2598 (faites le 1). Prenez-note que nous avons toujours besoin de vendeurs.

Pour information : Ginette Houle : 819-373-2598 # 0

Un appel aux 16 à 30 ans Joignez notre comité jeunesse

L'équipe du Réseau In-Terre-Actif CS/TR, grâce à l'appui du Forum Jeunesse de la Mauricie, a mis sur pied un comité régional de mobilisation destiné aux jeunes de la fin du secondaire, du cégep et de l'université. Ce comité jeunesse se réunit périodiquement afin de débattre et de poser des gestes sur des enjeux internationaux qui ont des répercussions locales et régionales. Ça vous intéresse? Communiquez avec **Anick Michaud** au (819) 373-2598 # 312 anick.michaud@cs3r.org

Un nouvel outil sur le commerce équitable



Le Réseau In-Terre-Actif du CS/TR, qui œuvre auprès des intervenants scolaires et des jeunes de la fin du primaire et du secondaire, a élaboré un album pédagogique sur le commerce équitable. Disponible dès maintenant au prix de 5 \$, cet outil permettra de sensibiliser sur ce commerce alternatif qui prend de l'ampleur au Québec et dans le monde. Cet album pédagogique a été réalisé notamment grâce au soutien de l'AQOCI et de la Fromagerie l'Ancêtre.

À suivre sur www.in-terre-actif.com.

Séjours 100 % solidaires Il reste encore des places!

Vous n'avez pas encore décidé quoi faire pendant vos vacances hivernales? Vous avez le goût de vous rendre utile sous le soleil? Le recrutement bat son plein pour les séjours 100 % solidaires suivants :

- 1- Santé nutritionnelle dans une communauté rurale au Mali, du 3 au 18 février 2011.
- 2- Parcours solidaire à vélo sur les chemins de la Revolución à Cuba, du 5 au 19 février 2011.
- 3- Un tout nouveau projet de remise à neuf d'un centre communautaire à Remedios, à Cuba, du 26 février au 20 mars 2011.

Pour la description complète de nos offres de séjours et les dates de départ, cliquez sur l'onglet des Séjours 100 % solidaires (en haut, à droite) dans le site web du CS/TR à l'adresse suivante : www.cs3r.org, ou encore, trouvez-nous sur Google!

Pour information : Jean-Thomas Houle
819-373-2598, # 310
stages@cs3r.org

Procurez-vous le recueil «Les Grands Enjeux»

La série « Les Grands Enjeux » est publiée environ 7 fois par année par le CS/TR dans le journal *La Gazette de la Mauricie* pour présenter de manière simple les grands enjeux nationaux et internationaux de l'heure. Procurez-vous, au coût de 8 \$, le recueil que nous avons produit en regroupant 12 des thématiques que nous avons traitées depuis les débuts de cette série. Vous y trouverez notamment les thématiques suivantes :



- Changements climatiques;
- Guerre en Afghanistan;
- Conflit Israélo-palestinien;
- Militarisation;
- Paradis fiscaux;
- Etc.
- Dette et finances publiques;

Disponible à la réception du CS/TR au coût de 8 \$.

CAMPAGNE ANNUELLE DE COLLECTE DE FONDS



Brian A. Barton
Président du Comité
de Solidarité/Trois-Rivières

Chères amies, chers amis,

Depuis plus de 35 ans, nous travaillons sans relâche à promouvoir un monde plus juste et équitable pour tous et toutes. Malgré le fait que nous pouvons constater chaque jour l'utilité de notre mission, il peut être parfois difficile d'entrevoir le jour où nous pourrions vraiment dire « mission accomplie ». Mais cela n'altère pas notre volonté de continuer dans cette voie, car nous avons la conviction que le modèle de développement actuel conduit à plus d'inégalités et de conflits, et surtout qu'il doit être changé. Pour y arriver, la volonté est un ingrédient essentiel, mais il nous faut aussi des moyens financiers qui soutiennent cette volonté d'action et de changement.

C'est pourquoi nous faisons aujourd'hui appel à votre solidarité. Aidez-nous à poursuivre nos efforts en vue de changer le monde.

Merci de votre soutien!

OUI, J'APPUIE LE CS/TR !

Chèques à l'ordre de CSTM/Fonds de charité

Ci-joint, mon don :

30 \$ 50 \$ 100 \$ Autre: _____ \$

Je désire un reçu aux fins d'impôt
(émis automatiquement pour dons de 20 \$ ou plus)

J'aimerais avoir de l'information au sujet des dons planifiés

Nom : _____ Courriel : _____

Adresse : _____ Téléphone : () _____

Code postal : _____

**Postez ce coupon
et votre don à :**

**CSTM/Fonds de charité
942, rue Ste-Geneviève
Trois-Rivières (Québec)
G9A 3X6**

Saviez-vous que les dons que vous faites peuvent vous donner droit à un remboursement d'impôt allant de **35 à 53 %** selon la situation?



**VISITEZ LE SITE WEB DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES**

Un outil important pour celles et ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale, aux campagnes en cours et aux actions citoyennes.

WWW.CS3R.ORG

